



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Assassinat de Mehdi Kessaci
Question au Gouvernement n° 986

Texte de la question

ASSASSINAT DE MEHDI KESSACI

Mme la présidente . La parole est à M. Franck Allisio.

M. Franck Allisio . Monsieur le ministre de l'intérieur, jeudi dernier, un nouveau palier d'alerte a été franchi à Marseille, en pleine rue passante, en plein jour : un jeune homme de 20 ans, inconnu des services de police, a été abattu. Selon le procureur de Marseille, il s'agit probablement d'un assassinat d'avertissement, destiné à son frère Amine Kessaci, militant et responsable politique engagé contre les narcotrafiquants.

Mme Sandrine Rousseau . C'est honteux ! Récupération politique !

M. Franck Allisio . Ce mode opératoire rappelle celui des cartels sud-américains.

Mme Sabrina Sebaihi . Vous n'avez pas honte de récupérer ça ?

M. Franck Allisio . Combien de morts faudra-t-il à Marseille pour que vous réagissiez véritablement, pour que vous ouvriez les yeux face aux cartels de la drogue et face à tous les fléaux qui frappent notre ville – l'insécurité, la pauvreté et l'islamisme.

Il en va du narcoterrorisme comme du terrorisme islamiste : les bougies, les paroles et les réunions à l'Élysée ne suffisent plus ; les Marseillais attendent des actes depuis longtemps.

Comment qualifier la responsabilité de vos prédécesseurs et de vos amis politiques qui, de 2017 à 2020, en pleine explosion du narcotrafic et des règlements de comptes, ont retiré des centaines de policiers nationaux à Marseille ? Comment qualifier les renoncements de vos amis politiques qui ont laissé notre ville s'effondrer à coups de « Marseille en grand » – qui se termine en Marseille en sang ?

Mme Sandra Regol . Arrêtez avec vos délires qui n'ont rien à voir avec la réalité !

M. Franck Allisio . Face au chaos sécuritaire et migratoire, avec Marine Le Pen, voilà dix-huit mois que nous appelons à décréter l'état d'urgence à Marseille (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN*) afin de permettre à nos policiers et magistrats de combattre enfin à armes égales les trafiquants de drogue et de remettre Marseille en ordre.

Mme Sandra Regol . Quelle indécence !

M. Franck Allisio . Quand sera-t-il enfin en vigueur ?

Je prends à témoin notre hémicycle : si Marseille tombe, la France tombera ; et Marseille est en train de tomber.

(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nuñez, ministre de l'intérieur . Vous avez raison de souligner que le crime de vendredi dernier est inédit. C'est un point de rupture, un point de bascule, un crime d'intimidation : la mafia marseillaise a voulu s'en prendre au frère d'un jeune qui combat le narcotrafic par les mots – par le verbe – et par l'action. C'est une étape supplémentaire qui a été franchie, évidemment.

Mais, monsieur le député, je ne peux pas vous laisser dire que nous avons renoncé à toute action et que nous ne faisons que parler ; ce n'est pas vrai. À Marseille, vous le savez très bien puisque vous êtes un observateur de la vie marseillaise – et j'en ai été un acteur –, nous engageons des moyens colossaux pour lutter contre les trafics de stupéfiants.

Si la mafia se permet désormais ce type d'action, c'est précisément parce que nous lui portons des coups très rudes. Je remercie d'ailleurs l'ensemble des forces de l'ordre qui s'engagent à Marseille, ainsi que les magistrats qui y travaillent avec détermination. (Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR et sur plusieurs bancs des groupes SOC et EcoS. – M. Stéphane Peu applaudit également.)

Le nombre d'homicides a été divisé par deux entre 2023 et 2024 ; le nombre de points de deal est passé de 160 à 80 en cinq ans ; nous démantelons régulièrement des réseaux. Regardez ce qui s'est passé à La Castellane en avril dernier : quinze gros bonnets du trafic ont été écroués. Au total, 2 000 personnes ont été mises en examen pour trafic de stupéfiants, dont 900 sont en détention provisoire.

Nous menons donc une action résolue et sommes déterminés. Nous allons évidemment la poursuivre, comme nous l'a demandé le président de la République ce matin. Ce ne sont pas des paroles : derrière ces réunions, il y a des actions, un bilan concret. Nous agissons.

Évidemment, il reste des batailles à gagner, mais Marseille ne tombera certainement pas ! (Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.)

Données clés

Auteur : [M. Franck Allisio](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (12^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 986

Rubrique : Crimes, délits et contraventions

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 19 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 novembre 2025